

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

Marché n°2025-01 Fournitures et services associés de restauration collective

Sites

Aix-en-Provence LOT 01

Antibes LOT 02

Saint-Raphaël-Boulouris LOT 03

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : GENERALITES 3

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR 3

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE ET LIEU D’EXECUTION..... 3

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS 4

ARTICLE 4 : DURÉE DU MARCHE 5

ARTICLE 5 : PIECES CONTRACTUELLES..... 5

ARTICLE 6 : SOUS TRAITANCE - CESSION DU MARCHE..... 6

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT 7

ARTICLE 7 : AVANCE 7

ARTICLE 8 : PRIX DES PRESTATIONS 7

ARTICLE 9 : AJUSTEMENT DES PRIX FORFAITAIRES..... 8

ARTICLE 10 : REVISION DE PRIX 8

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES FACTURES..... 9

ARTICLE 12 : TAXES ET IMPOTS 11

ARTICLE 13 : PRIME 11

CHAPITRE 3 : EXECUTION 11

ARTICLE 14 : MATERIELS CONFIES AU TITULAIRE..... 11

ARTICLE 15 : SUIVI DES PRESTATIONS/COORDONNATEUR/COMMISSION DE RESTAURATION 12

ARTICLE 16 : PRESTATIONS EXCLUSIVES - DEROGATIONS 12

ARTICLE 17 : OBLIGATION DE CONTINUITE DE SERVICE 13

ARTICLE 18 : DEMARCHE D’AMELIORATION CONTINUE..... 13

ARTICLE 19 : CONTRÔLES ET VERIFICATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR..... 14

ARTICLE 20 : ASSURANCES 14

ARTICLE 21 : DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL..... 16

ARTICLE 22 : MODIFICATIONS CONTRACTUELLES - CLAUSE DE REEXAMEN -..... 17

ARTICLE 23 : PENALITES ET SANCTIONS EN CAS DE MANQUEMENTS OU RETARDS DANS L’EXECUTION DES PRESTATIONS..... 18

ARTICLE 24 : RESILIATION DU MARCHE 20

ARTICLE 25 : DROIT ET LANGUE 21

ARTICLE 26 : REGLEMENT DES LITIGES..... 22

ARTICLE 27 : DEROGATIONS AU CCAG 22

PREAMBULE

Définitions :

Pouvoir adjudicateur : La personne morale publique qui conclut le marché, le CREPS Provence-Alpes-Côte d’Azur, dénommée « le CREPS » ;

Titulaire : L’opérateur économique qui conclut le marché, dénommé Titulaire dans le présent document.

CHAPITRE 1 - GENERALITES

Le présent document applicable est commun aux 3 (trois) lots.

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente consultation est organisée par le CREPS Provence-Alpes-Côte d’Azur, Centre de Ressources, d’Expertise et de Performance Sportives Provence-Alpes-Côte d’Azur, établissement public local de formation, dans les domaines du sport, de la jeunesse et de l’éducation populaire, pour ses trois sites d’Aix-en-Provence, d’Antibes, et de Saint-Raphaël Boulouris. Le CREPS PACA est représenté par son directeur général.

Adresse et coordonnées du pouvoir adjudicateur :

Direction du CREPS Provence-Alpes-Côte d’Azur
Pont de l’Arc - CS 70445
13 098 AIX-EN-PROVENCE cedex 2
Téléphone : 04.42.93.80.02
Email : direction@creps-paca.sports.gouv.fr

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE ET LIEU D’EXECUTION

Le présent marché a pour objet la fourniture et les prestations de service associées pour les besoins de la restauration collective des 3 (trois) sites du CREPS Provence-Alpes-Côte d’Azur.

Les stipulations du présent CCAP concernent la production sur place et le service de la restauration sur les 3 (trois) sites. Le titulaire est réputé avoir une connaissance complète des sites à la suite de ses visites et de son acceptation totale et sans réserve des clauses du CCTP commun et du CCTP propre à chaque site.

LOT 01	CREPS Provence-Alpes-Côte d’Azur - Site d’Aix-en-Provence 62 Chemin du viaduc - Pont de l’Arc - CS 70445 13098 Aix-en-Provence cedex 2
LOT 02	CREPS Provence-Alpes-Côte d’Azur - Site d’Antibes Avenue du 11 novembre - BP 47 06601 Antibes Cedex
LOT 03	CREPS Provence-Alpes-Côte d’Azur - Site de Saint Raphaël Boulouris 346, Bd des Mimosas - CS 40501 83707 Saint-Raphaël Cedex

ARTICLE 3 - FORME DU MARCHÉ - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

Le présent marché est passé selon la procédure du Marché en Procédure Adaptée « MAPA »,en application des dispositions des articles L 2123-1, R 2123-1 et R 2123-7 du Code de la commande publique.

Le marché n’est pas divisé ni en tranches. IL est alloti de la façon suivante :

- LOT 01 Fournitures et services associés de restauration pour le site d’Aix- en-Provence
- LOT 02 Fournitures et services associés de restauration pour le site d’Antibes
- LOT 03 Fournitures et services associés de restauration pour le site de Boulouris - Saint Raphaël

L’étendue des besoins à satisfaire ne pouvant être entièrement arrêtée dès le démarrage du marché, ce dernier prend la forme d’un accord-cadre à bons de commande en application des articles articles L 2125-1, R 2162-1 à R 2162-6, R 2162-13 et R 2162-14 du Code de la commande Publique.
L’accord cadre est conclu en tenant compte d’un maximum en quantités commandées décrites ci-dessous.

Les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

LOT	QUANTITES ESTIMEES ANNUALISEES -minimum et maximum Fourniture et service de restauration
LOT 01	62 000 à 72 000 repas (midi et soir) par an 19 000 à 25 000 petits déjeuners 13 000 à 18 000 goûters 4 000 à 7 000 cafés 700 à 1 000 paniers repas

LOT 02	40 000 à 45 000 repas (midi et soir) par an 18 000 à 21 000 petits déjeuners 1 000 à 2 000 paniers repas
LOT 03	48 000 à 58 000 repas (midi et soir) par an 22 000 à 30 000 petits déjeuners 7 000 à 10 000 buffets 700 à 1 100 paniers repas

ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ

La date de démarrage de l'exécution du marché est fixée au 1^{er} mai 2025. Le présent marché prend effet dès sa notification, pour une durée d'un an. Il est reconductible par décision tacite du pouvoir adjudicateur, à trois reprises pour une durée d'un an. Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire le marché, il en avise le Titulaire 2 (deux) mois avant la date anniversaire du marché, par lettre recommandée avec accusé réception. L'éventuelle non- reconduction n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

En cas de reconduction, la durée totale du marché ne pourra excéder la durée de 4 (quatre) ans à compter de sa date de prise d'effet. Le marché prendra fin au plus tard le 30 avril 2029 .

Quelle que soit la décision prise par le pouvoir adjudicateur, le titulaire restera engagé jusqu'à la fin de la période contractuelle maximale.

ARTICLE 5 - PIECES CONTRACTUELLES

Seul l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait foi. Les pièces du marché sont les suivantes, et en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

Pièces particulières

- L' acte d'engagement (AE), un par LOT,
- Les 4 (quatre) Annexes (**Annexe 1**, Bordereau des Prix mixtes unitaires et forfaitaires, **Annexe 2**, le devis quantitatif estimatif annualisé, **Annexe 3**, la décomposition des prix fixes, **Annexe 3**, Décomposition des frais fixes de fonctionnement, **Annexe 4**, décomposition des frais fixes de personnels)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), document commun
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), un par LOT
- Le cahier des clauses techniques particulières commun et son annexe, ANNEXE 1 : ENGAGEMENTS SUR SPECIFICATIONS NUTRITIONNELLES
- Le cadre de réponse technique, commun aux 3 (trois) LOTS

- Le mémoire technique du titulaire (20 pages maximum), commun aux 3 (trois) LOTS.

Pièces générales

Le cahier des Clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021)

Tout autre texte législatif ou réglementaire en vigueur se rapportant à l'objet du marché, notamment :

- De la réglementation française de portée générale et professionnelle,
- De la réglementation communautaire et notamment le règlement 2092/91 du 24 juin 1991,
- Des normes françaises (normes AFNOR),
- De l'ensemble des règles sanitaires auxquelles sont soumises les personnes publiques, exécutant le même type de prestation à destination des usagers (GEMRCN).

Plus particulièrement :

le Règlement (CE) n°178/2002 du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité alimentaire et fixant les procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires.

le Règlement (CE) n° 852/2004 du 30 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires.

le Règlement (CE) n° 853/2004 du 30 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale, pour les Contrat de prestations de restauration – T / 08-2013 2 établissements produisant à l'avance et mettant sur le marché des produits à base de viande. Arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détails, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant.

La Loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (dite Loi EGALIM).

La loi Climat et résilience n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Ainsi que les textes à venir, qui modifieraient, complèteraient, abrogeraient, ou seraient substitués aux dispositions en vigueur à la date de signature des présentes. Le ou les titulaires doivent également se conformer :

aux lois, décrets, circulaires et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de Sécurité Sociale, Législation du Travail et Législation Fiscale

Les documents constituant les pièces générales ne sont pas joints au présent dossier, ils sont réputés connus du Titulaire.

ARTICLE 6 - SOUS TRAITANCE - CESSION DU MARCHE

6.1 Sous-traitance

Le titulaire pourra sous-traiter une partie des prestations faisant l'objet du marché aux conditions suivantes :

- Il ne pourra sous-traiter la totalité des prestations,
- le titulaire devra notifier au pouvoir adjudicateur tout projet de sous traitance, afin que le pouvoir adjudicateur accepte le sous-traitant, ainsi que ses conditions de paiement selon les dispositions définies par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée par la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001.
- Le recours aux sous-traitants ne réduira en aucune façon la responsabilité du titulaire envers le pouvoir adjudicateur au titre du marché, le titulaire restant garant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur de la bonne exécution du marché et restant son interlocuteur exclusif.

L'avenant ou l'acte spécial précisera tous les éléments contenus dans la déclaration DC 4 prévue à l'article L 2193-2 du Code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- les conditions de paiement ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de concourir aux marchés publics ;
- les attestations fiscales et sociales délivrées par les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

6.2 Cession du marché

Le titulaire n'est pas autorisé à céder tout ou partie des obligations qui lui incombent au titre du marché, sauf accord préalable exprès du pouvoir adjudicateur.

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 7 - AVANCE

Sauf renoncement porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, est effectué si le montant du bon de commande est supérieur à 50 000,00 € HT.

Le délai de paiement de cette avance court à partir (de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché).

ARTICLE 8 - PRIX DES PRESTATIONS

Les prix sont mixtes : les prestations sont facturées mensuellement au CREPS sur la base de coûts forfaitaires et d'un coût alimentaire unitaire.

8.1 Les coûts forfaitaires de fonctionnement

Leur coût est facturé sous la forme de prix global forfaitaire mensualisé.

8.2 Les coûts forfaitaires de personnel

Leur coût est facturé sous la forme de prix global forfaitaire mensualisé.

8.3 Le coût unitaire alimentaire

Porte sur les différentes unités tels que décrites dans le CCTP Commun et CCTP Spécifique, et le bordereau des prix (partie prix unitaires).

Le titulaire est payé par application des prix unitaires, dont le détail figure dans le Bordereau des Prix (BP), aux quantités réellement exécutées.

Les prix sont établis hors taxes et toutes taxes comprises. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. Ils sont réputés fermes pour la durée contractuelle initiale.

ARTICLE 9 - AJUSTEMENT DES PRIX FORFAITAIRES

Les coûts forfaitaires pourront être éventuellement ajustés par les parties, d'un commun accord, en cours d'exécution du marché, en cas d'événements susceptibles de modifier l'équilibre économique général du marché (en cas de modifications importantes et imprévues des conditions économiques), ou dans le cas où les frais de personnels ou encore les frais d'exploitation seraient moindres par rapport aux dispositions contractuelles initiales des parties (par exemple, si une des équipes est en sous-effectif tout ou partie de l'année, faute de recrutement, faute de recours à des agents intérimaires, ou en cas de décision de diminution du périmètre).

Les parties s'engagent à réaliser, deux fois par, et en toute transparence, un point sur le montant des coûts forfaitaires, que ce soit les coûts d'exploitation ou des personnels, afin de prévoir les ajustements nécessaires. Le titulaire devra fournir tous justificatifs à cet effet, à la première demande du CREPS.

Les ajustements convenus feront l'objet d'une clause de reexamen du présent contrat .

ARTICLE 10 - REVISION DE PRIX

Afin de tenir compte des variations économiques, les prix figurant au bordereau des prix mixtes (Annexe 1 de l'AE) feront l'objet d'une révision de prix au moment de la reconduction du marché, à la demande du pouvoir adjudicateur ou du titulaire, par application des formules suivantes :

10-1 Révision des prix unitaires

Cette révision des prix se fait par application de la formule suivante, pour la part variable, en **introduisant l'indice de révision "indice des prix à la consommation"** :

$$P = 0,125 (Po) + 0,875 (Po) \times (A/A0)$$

Dans laquelle :

P : prix révisé

Po : prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro"(mois de remise des offres, soit le mois de janvier 2025).

A0 : dernière référence connue publiée sur le site de l'Insee le mois correspondant à la date de publication du marché Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Services de restauration - Identifiant 001763856 - Alimentation y compris restaurants, cantines, cafés "

A : dernière référence connue publiée sur le site de l'Insee, à la date de reconduction du marché Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Services de restauration - Identifiant 001763856 - Alimentation y compris restaurants, cantines, cafés

10-2 Révision des coûts forfaitaires

Afin de tenir compte des variations économiques, les prix forfaitaires figurant au bordereau des prix mixtes (Annexe 1 de l'AE) feront l'objet d'une révision de prix au moment de la reconduction du marché, à la demande du pouvoir adjudicateur ou du titulaire.

Cette révision des prix se fait par application de la formule suivante, pour la part variable, en introduisant l'indice de révision Indice du coût du travail :

$P = 0,125 (Po) + 0,875 (Po) \times (A/A0)$

Dans laquelle :

P : prix révisé

Po : prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro"(mois de remise des offres, soit le mois de janvier 2025).

A0 : dernière référence connue publiée sur le site de l'Insee le mois correspondant à la date de publication du marché Indice du coût du travail - salaires et charges- hébergement et restauration -identifiant 010762009-base 100 en 2020

A : dernière référence connue publiée sur le site de l'Insee, à la date de reconduction du marché Indice du coût du travail - salaires et charges- hébergement et restauration -identifiant 010762009-base 100 en 2020.

10-3 Modalités d'application des révisions

Les indices peuvent être consultés sur le site www.indices.insee.fr

L'attention du titulaire est appelée sur le fait qu'il lui incombe de calculer le coefficient de révision applicable au marché public et d'établir ses facturations en conséquence.

Lors de la première application du nouveau coefficient de révision, il est tenu de communiquer les éléments de détermination de ce coefficient, ainsi que les documents de préfacturation au CREPS, pour validation. (cf chapitre VII du CCTP commun) .

ARTICLE 11 - REGLEMENT DES FACTURES

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 (trente) jours par mandat administratif conformément aux règles de la Comptabilité Publique.

Composition des factures : chaque facture portera les indications suivantes :

1. Coût alimentaire

Type de prestation (petits-dejeuners, déjeuners, dîners) figurant au Bordereau des Prix, nombre de prestations,

Prix unitaire HT

Taux et montant de la T.V.A.

Prix T.T.C.

2. Coût forfaitaire

Frais fixes HT

Taux et montant de la T.V.A.

Prix T.T.C.

Cette facture principale mensuelle sera complétée par des factures accessoires comportant les quantités et prix unitaires correspondant aux « autres prestations occasionnelles » figurant à l'article 2-4 du CCTP Commun, éventuellement commandées dans le mois de la période considérée.

Le présent marché sera réglé sur présentation de factures électronique indiquant :

La date de la facture,

Le n° du marché,

La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,

Le nom (dénomination sociale ou nom de l'entreprise individuelle) et l'adresse du titulaire,

Les numéros SIREN, d'inscription au RCS, d'identification TVA ou la mention « TVA non applicable, article 293 b du CGI »,

Le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable des sites du CREPS, et dans les autres cas, le numéro du bon de commande,

L'identification des fournitures à livrer, la date de livraison et l'objet de livraison,

Le montant HT,

Le taux et le montant de la TVA applicables,

Le montant TTC total de la facture,

Le mode paiement et le RIB du titulaire.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 définissant l'obligation pour les entreprises d'envoyer leurs factures par voie dématérialisée à toutes les entités publiques, les factures devront être déposées sur le portail **Chorus Pro**, accessible à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr> , sous peine d'être rejetées par le CREPS.

Les mentions obligatoires pour le dépôt des factures sont les suivantes :

Numéro de SIRET du CREPS : 191 301 894 00017

Code service :

- **AIX01** pour les fournitures livrées et prestations réalisées pour le site **d'Aix en Provence (13)**
- **ANT02** pour les fournitures livrées et prestations réalisées pour le site **d'Antibes (06)**
- **BOU03** pour les fournitures livrées et prestations réalisées pour le site de **Boulouris Saint Raphaël (83)**
- **COM04** pour les prestations et services réalisées pour les services communs **(siège) de l'établissement (13)**

Sont désignés pour le règlement de la somme due :

- Comme ordonnateur : le Directeur du CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Comme comptable assignataire du paiement : l'Agent comptable du CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur

La liquidation du présent marché sera effectuée conformément aux règles de la comptabilité publique. Le mode de règlement est le virement par mandatement administratif. Le paiement intervient dans un délai de 30 (trente) jours calendaires à compter de la réception de la demande de paiement par le CREPS, après vérification du service fait par le service acquéreur.

Les erreurs ou omissions dans la facture seront signalées au titulaire du marché, qui devra établir une nouvelle facture. A réception de cette dernière, un nouveau délai global de paiement s'appliquera dans les conditions identiques à celles visées à l'alinéa précédent.

Le défaut de paiement dans les délais prévus donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont fixés par le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de 30 (trente) jours visés ci-dessus (délai global de paiement) jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus, sauf suspension motivée du délai par l'ordonnateur ou le comptable public. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 (huit) points de pourcentage. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 (quarante-cinq) jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 12 - TAXES ET IMPOTS

Le titulaire s'engage à effectuer le règlement de la contribution économique territoriale ainsi que tous les impôts directs et indirects et autres frais qui se rapportent à son activité professionnelle.

Le titulaire doit également fournir tous les six mois au CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur une attestation de vigilance prouvant qu'il s'acquitte de ses obligations déclaratives et du paiement des cotisations et contributions sociales auprès de l'URSAFF.

ARTICLE 13 - PRIME

Une prime est versée au Titulaire dans les conditions définies à l'article 4.4 du CCTP Spécifique LOT 1 Aix-en-Provence.

CHAPITRE 3 : EXÉCUTION

ARTICLE 14 - MATERIELS CONFIES AU TITULAIRE

Le titulaire du marché est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel qui lui est confié, dès le début de l'exécution du marché. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché. Le titulaire s'engage à en faire une utilisation conforme et respectueuse des règles de l'art. A la fin de l'exécution du marché, si le titulaire ne peut restituer en bon état un matériel, pour quelque motif que ce soit, le CREPS étudiera la mesure de réparation à appliquer.

Au début du marché, et un mois avant son échéance, un état des lieux et un inventaire des biens, quantitatif et qualitatif, sera constaté contradictoirement. Au besoin il sera fait appel à un expert pour estimer l'existence et la nature des travaux à exécuter sur les ouvrages qui ne seraient pas en état normal d'entretien ou de fonctionnement. Les frais d'expertise le cas échéant seront partagés par moitié entre le CREPS et le titulaire.

Les travaux de remise à niveau des biens confiés (immobiliers et mobiliers) imposés par la négligence du titulaires seront intégralement supportés par ces derniers.

ARTICLE 15 - SUIVI DES PRESTATIONS /COORDONNATEUR / COMMISSION DE RESTAURATION

15.1 Coordonnateurs techniques et administratifs

Le CREPS et le titulaire désignent chacun un coordonnateur technique et administratif chargé de recevoir et de transmettre aux personnes concernées toute demande relative à l'exécution des prestations objet du présent marché.

Un partenariat constructif, en vue du bon respect des engagements contractuels respectifs est recherché.

Le coordonnateur technique et administratif sera le Secrétariat Général, pour l'ensemble des sites.

Et pour chacun des sites :

- Pour le site d'Aix en Provence : le gestionnaire, le Directeur adjoint,
- Pour le site de Saint-Raphaël Boulouris : le gestionnaire, la responsable du service Accueil, ou le Directeur-adjoint
- Pour le site d'Antibes : le gestionnaire, le Directeur/ce Adjoint(e)

Le nom du ou des coordonnateurs, désignés par le titulaire, doit figurer dans l'acte d'engagement. Il pourra notamment s'agir d'un chef de secteur, ou d'un directeur.

Les coordonnateurs auront pour mission :

- De suivre de manière quotidienne, le bon déroulement du marché ;
- D'évoquer toute question relative à l'exécution ou à l'amélioration des prestations et de prendre toute décision nécessaire ;
- D'assurer la coordination de leurs actions et la mise en place de mesures correctives et plans d'actions ;

Les coordonnateurs se réuniront régulièrement, à la demande de l'une ou l'autre des parties, et organiseront leur collaboration d'un commun accord

- Les points informels seront réguliers, hebdomadaire ou bi-hebdomadaire,

Par ailleurs, durant les 6 (six) premiers mois du marché, un point global sera effectué une fois par mois.

15.2 Commission de restauration

Il est établi une commission dite de la restauration, par site (LOT), qui se réunira au minimum deux fois par an (et à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties) afin de faire le point sur la qualité des prestations exécutées au cours de la période passée. Les coordonnateurs de chacune des Parties seront présents, ainsi que toute personne dont la présence s'avérerait utile compte tenu de l'ordre du jour (Chef de secteur pour le Titulaire, nutritionniste, Responsable de Service Haut Niveau, Directeur/Directrice pour le pouvoir adjudicateur, etc...).

Cette Commission a notamment pour mission :

- De contrôler la qualité des prestations,
- D'émettre des propositions permettant d'améliorer la qualité du service.

Un procès-verbal de ces réunions sera rédigé par le CREPS, puis notifié au titulaire qui devra valider, dans un délai de huit jours ledit procès-verbal et /ou formuler toutes observations. En l'absence de réponse dans le délai imparti, le titulaire sera réputé être d'accord avec les termes dudit procès-verbal.

ARTICLE 16 - PRESTATIONS EXCLUSIVES - DEROGATIONS

Le titulaire du marché est le prestataire exclusif des prestations objet du marché, sous réserve des dispositions prévues au CCTP commun et aux CCTP spécifiques.

ARTICLE 17 - OBLIGATION DE CONTINUITE DE SERVICE

17.1 Continuité des prestations

Le titulaire s'engage, pendant la période déterminée du marché, à assurer une continuité des prestations, hors dans les cas de force majeure telle que définie par la jurisprudence des tribunaux.

La continuité de service devra être assurée toute l'année, à l'exception de la période de fermeture des sites du CREPS (en fin d'année), et selon les jours et horaires d'ouverture définis dans les CCTP.

Le titulaire s'engage notamment à assurer la continuité de ses prestations, en cas de travaux, quelle que soit leur durée, touchant tout ou partie des cuisines et des salles de restauration. Le pouvoir adjudicateur mettra alors à disposition les locaux et le matériel nécessaires. En cas d'interruption imprévue des prestations, même partielle, le titulaire doit aviser le CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur dans les délais les plus courts, et prendre en accord avec lui, les mesures nécessaires pour assurer dans les conditions normales les prestations prévues au marché.

En cas de situation exceptionnelle, y compris en cas de force majeure (événement imprévisible, irresistible et insurmontable), le titulaire proposera au CREPS une solution adaptée aux exigences de la continuité de service. En cas de situation de pandémie ou en cas de survenance de circonstances imprévisibles, et afin de gérer les imprévus liés à la crise sanitaire ou à tout autre événement exceptionnel, les parties se rapprocheront pour mettre en place d'un commun accord, les mesures nécessaires en vue d'adapter les prestations, évaluer les impacts et convenir des dispositions à prendre durant cette période.

En cas de congé, de maladie ou d'absence imprévue, le titulaire s'engage à pourvoir au remplacement de ses personnels dans les meilleurs délais, afin d'assurer la continuité de service.

En cas de défaillance du titulaire, le CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur peut assurer ou faire assurer par un tiers désigné le service aux frais et risques du titulaire et selon tous moyens appropriés, en application des dispositions de l'article 45 du CCAG FCS.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui peuvent survenir entre le CREPS et le titulaire du marché ne le dégagent nullement de son obligation d'assurer la continuité de ses prestations.

17.2 Grève - service minimum

En cas d'arrêt de travail pour faits de grève des salariés du titulaire du marché, celui-ci est tenu d'exécuter obligatoirement un service minimum dont les modalités ainsi que la durée seront précisées entre la direction du CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur et le titulaire.

Ces moyens d'organisation de ce service minimum seront soumis à l'agrément préalable écrit du CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur.

17.3 Travaux

En cas de travaux touchant tout ou partie des cuisines et des salles de restauration, le titulaire s'engage à coopérer activement avec le pouvoir adjudicateur, afin d'assurer la continuité de ses prestations de restauration et de réduire au maximum les désagréments qui pourraient être causés aux usagers.

ARTICLE 18 - DEMARCHE D'AMELIORATION CONTINUE

Le titulaire s’engage à inscrire ses prestations dans une démarche d’amélioration et d’adaptation continue, notamment au regard des besoins des sportifs et des principes de la diététique sportive.

Il devra proposer toutes solutions ou suggestions et/ou actions en vue de remédier à des dysfonctionnements, défaut d’exécution, défauts de qualité des prestations soulevés par le CREPS ou constatés de son propre chef, défaut de respect des engagements qualitatifs et quantitatifs et devra communiquer régulièrement à ce sujet.

Le titulaire s’engage notamment à prendre en compte les observations formulées en cours d’exécution du marché :

- Par chacun des coordonnateurs technique et administratif,
- En commission de restauration, notamment par les représentants du pouvoir adjudicateur, et
- Par la ou les nutritionnistes du CREPS/ les médecins du sport, et par les responsables des services haut niveau.

Une communication continue sur la qualité nutritionnelle des prestations sera notamment mise en place avec chacun de ces interlocuteurs.

Le titulaire devra indiquer au CREPS dans un délai de quinze (15) jours à compter de la formulation des observations, les outils et les plans d’action mis en œuvre en vue d’améliorer la qualité de service de ses prestations et corriger les dysfonctionnements éventuellement relevés.

Il devra présenter, le cas échéant, une fois par trimestre et à tout moment à la demande du CREPS, un plan d’amélioration de ses prestations.

ARTICLE 19 - CONTRÔLES ET VERIFICATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution des Prestations dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du CCAG FCS et dans le CCTP Commun.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur peut, d’une part, à tout moment et sans en référer préalablement au titulaire, procéder à ou faire procéder à ses frais, tout contrôle qu’il juge nécessaire, en vue de vérifier la conformité des Prestations et leurs modalités d’exécution avec les termes du marché.

Ces contrôles portent notamment sur le respect des spécifications contractuelles (quantité, grammage, valeur nutritionnelle, produits issus de l’agriculture biologique, etc.), le respect des règles d’hygiène et sanitaire.

Le pouvoir adjudicateur peut, d’autre part, faire appel à tout moment, aux services vétérinaires et à la DIRECCTE ou tout organisme indépendant de son choix, afin d’effectuer des contrôles inopinés pour s’assurer notamment de la qualité des denrées et des produits. En cas de non respect des spécifications contractuelles, le pouvoir adjudicateur applique des pénalités.

Ces contrôles ne dispensent en aucun cas le titulaire d’exercer ses propres contrôles.

ARTICLE 20 - ASSURANCES

20.1 Assurances du CREPS Provence-Alpes-Côte d’Azur

Concernant les cuisines, les locaux annexes et les points de distribution de chacun des sites, ce dernier déclare être assuré pour tous les dommages causés aux biens matériels, dont il a la propriété, par l’incendie, l’explosion, le dégât des eaux, la tempête, la foudre et autres dégâts pouvant trouver leur cause dans les locaux dont il conserve la responsabilité, locaux qui peuvent être utilisés partiellement par le ou les titulaires dans le cadre de l’exécution des prestations.

Le CREPS Provence Alpes-Côte d’Azur déclare être assuré pour tous les dommages subis ou causés de son fait et de celui des personnes dont il répond. Il en est notamment ainsi des dommages subis ou causés par les personnes, dont la responsabilité pourrait être imputée au CREPS Provence-Alpes-Côte d’Azur, en cas de faute dans la garde et la surveillance de ceux-ci.

20.2 Responsabilités du titulaire

Le titulaire est seul responsable de la gestion financière de l’ensemble des services, de ses fournisseurs de denrées alimentaires ou de tous autres produits ou prestations de services, organismes sociaux ou fiscaux, ainsi que par rapport à du personnel recruté et repris par eux.

Le titulaire est en outre, responsable de la bonne exécution de l'ensemble des missions qui lui sont confiées, particulièrement en ce qui concerne les conditions d'accès, et de continuité de ses prestations.

Le titulaire fera son affaire de tous les risques pouvant résulter de son activité et ne pourra, en aucun cas, se retourner contre le CREPS Provence-Alpes-Côte-d'Azur à ses motifs.

20.3 Assurances du titulaire

Le titulaire des marchés doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie d'assurance agréée et solvable, conformément aux articles R231-1 et suivants du Code des Assurances, garantissant sa responsabilité civile au titre de ces marchés :

- Pour pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes et sans limitation de somme ;
 - Les dommages causés aux immeubles, aux équipements, matériels et mobiliers confiés au titulaire sont à sa charge. Les polices assurant, à concurrence de la valeur actuelle, lesdits immeubles ainsi que les équipements, matériels et mobiliers susvisés, doivent porter sur tous les risques, notamment l'incendie, l'explosion, le dégât des eaux, la tempête, la foudre, le bris de glace, le vol et autres dégâts. Les dommages causés par les immeubles de la cuisine, ainsi que par les équipements, matériels et mobiliers contenus dans ceux-ci engagent la responsabilité du titulaire. Il est seul responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages, de quelque nature que ce soit, survenant du fait ou trouvant leur origine dans l'utilisation de ces immeubles, de leurs équipements, matériels ou mobiliers.
 - Le titulaire est assuré de manière à couvrir les risques d'intoxication alimentaire ou d'empoisonnement pouvant survenir du fait de la gestion du service. Le montant des garanties souscrites, pour couvrir les risques d'intoxication alimentaire et d'empoisonnement, ne peut être inférieur aux limites usuellement pratiquées sur le marché de l'assurance
- Le titulaire fait son affaire de tous les risques et litiges pouvant survenir du fait ou à l'occasion du service qui lui est confié. La responsabilité du CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur ne peut être recherchée à ce titre.
- Le titulaire est seul responsable, vis-à-vis des tiers, de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature qu'ils soient, résultant de son exploitation. Il lui appartient de souscrire, auprès d'une ou de plusieurs compagnies, notoirement solvables, les garanties qui couvrent les différents risques correspondant aux risques normaux de ce type d'exploitation.

Assurance clauses générales

Il doit être prévu, dans le ou les contrats d'assurance souscrits par le titulaire ou, le cas échéant, le CREPS, que :

- Les compagnies d'assurances ont communication des termes spécifiques du ou des présents contrats, afin de rédiger ou modifier en conséquences, leurs garanties ;
- Les compagnies d'assurances ne peuvent se prévaloir des dispositions de l'article L.113-3 du code des assurances, pour retard de paiement des primes, de la part du titulaire, que 30 jours après la notification au CREPS de ce défaut de paiement. Le CREPS a la faculté de se substituer au titulaire défaillant pour effectuer ce paiement, sans préjudice de son recours contre ce dernier.

20.4 Justification des assurances

Le titulaire du marché est tenu de présenter à l'appui de son offre une attestation datée, délivrée par une ou des compagnies d'assurance et l'ensemble des documents précisant les risques garanties et les montants des garanties pour la période en vigueur. Par ailleurs, au plus tard un jour franc avant la date de début d'exécution du marché, le titulaire remet au CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur, un justificatif de paiement de la prime afférente à l'année en cours. En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, celui-ci sera réputé la prendre intégralement à sa charge. Le titulaire

est tenu d'informer l'établissement de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, ceci dans les deux jours qui suivent sa décision.

A tout moment, le CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur pourra exiger de la part du titulaire la justification du paiement régulier des primes d'assurances, sans que cette communication ne l'engage en aucune façon dans le cas où, à l'occasion d'un sinistre de quelque nature que ce soit, l'étendue des garanties souscrites auprès des compagnies d'assurances se révélerait insuffisante.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au début de chaque année de prestation une attestation délivrée par la compagnie d'assurance, justifiant le paiement de la prime afférente à l'année en cours.

20.5 Obligations du titulaire en cas de sinistre

En cas de sinistre, affectant les immeubles et les équipements, matériels ou mobiliers, l'indemnité versée par les compagnies est intégralement affectée à la remise en état, sans affecter en rien l'estimation de la valeur des biens avant le sinistre.

Les travaux de remise en état doivent commencer immédiatement après le sinistre, sauf en cas de force majeure ou d'impossibilité liée aux conditions d'exécution des expertises.

ARTICLE 21 - DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du CREPS les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

Données non sensibles n'ayant pas un impact fort sur les personnes

Etat civil, identité, données d'identification.

Données non sensibles ayant un impact fort sur les personnes

Informations d'ordre économique et financier (, situation financière, ...)

Les catégories de personnes concernées sont :

Agents du CREPS, sportifs et stagiaires de la formation professionnelle

21.1 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement ;
- Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Tenir par écrit, un registre de toutes les catégories de traitements effectuées pour son compte ;
- Mettre à la disposition toute information et toute documentation de la conformité à la réglementation pour permettre notamment la réalisation d'audits.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement le CREPS. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer le CREPS avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

21.2 Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité, la disponibilité des données personnelles et plus globalement de garantir le respect du présent contrat ainsi que de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel.

21.3 Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

21.4 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

21.5 Sous-traitance ultérieure

Le titulaire s'engage à respecter les termes suivants :

- Dans l'hypothèse d'une sous-traitance déclarée lors de la candidature (notamment pour le contrôle de l'accès à la restauration),

Le titulaire doit :

- S'assurer de la conformité du sous-traitant à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel ;
- Détailler les prestations sous-traitées liées au traitement.

En cas de recrutement d'autres sous-traitants ultérieurs, le prestataire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique du responsable de traitement.

Dans l'hypothèse d'une sous-traitance au cours de l'exécution du présent contrat, le titulaire doit :

- Informer préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ;
- Indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

21.6 Notification en cas de faille de sécurité et de violations de données à caractère personnel

Après en avoir pris connaissance, le titulaire devra, sous 24 heures, informer le CREPS par écrit en cas d'intrusion ou toutes autres violations susceptibles de porter atteinte aux données à caractère personnel.

Cette communication devra être documentée afin de permettre au CREPS, le cas échéant, de notifier cette violation à la CNIL et aux personnes concernées.

21.7 Information et exercice des droits des personnes concernées

En cas de réception par le CREPS des demandes de personnes concernées par le traitement, il pourra se retourner vers le titulaire afin d'obtenir les éléments nécessaires dans le cadre de l'exercice par les personnes concernées de leurs droits (droit d'accès, d'opposition, de rectification, d'effacement etc...).

En cas de réception par le titulaire de demandes des personnes concernées par le traitement, celui-ci devra les adresser par courrier électronique à une adresse qui sera communiquée ultérieurement.

ARTICLE 22 - MODIFICATIONS CONTRACTUELLE- CLAUSE DE REEXAMEN

Les éventuelles modifications des clauses du présent marché sont matérialisées par l'élaboration d'un avenant signé par les deux parties contractantes, dans le respect des dispositions de l'article L2194-1 et R 2194-1 à 8 du Code de la Commande Publique.

22.1 Clause de ré-examen pour prise en compte de nouveaux besoin

Un avenant au marché sera négocié si la nature, le nombre et la qualité des prestations à fournir se trouvent modifiées (en plus ou en moins) à l’initiative/ demande du CREPS.

Ainsi, le pouvoir adjudicateur pourra décider, en cours d’exécution du marché :

- De modifier le contenu des prestations de restauration, ou d’en ajouter de nouvelles, qui pourront être réalisées de manière pérenne par le titulaire, ou
- De modifier les horaires d’ouverture du self, de prévoir des modalités de prestations différentes.
- Proposer de nouveaux indices constitutifs de révision des prix, en cas d’arrêt desdits indices ou de leur inadaptation au contexte économique (en cas de crise par exemple).

Le titulaire pourra alors transmettre au CREPS une proposition financière correspondant à la modification du périmètre des prestations, qui servira de base à la négociation financière d’un avenant au marché.

22.2 Clause de ré-examen pour ajustement des prix forfaitaires

Les coûts fixes forfaitaires de fonctionnement et de personnels font l’objet d’un suivi.

Les parties s’engagent à réaliser, deux fois par an, et en toute transparence, un point sur le montant des coûts forfaitaires, que ce soit les coûts d’exploitation ou la masse salariale, afin de prévoir les ajustements nécessaires. S’il s’avère que les coûts forfaitaires initialement convenus ne plus correspondent aux coûts réels des charges de personnels déployés (par exemple, si une des équipes est en sous-effectif tout ou partie de l’année, faute de recrutement, faute de recours à des agents intérimaires), un ajustement en valeur pourra être demandé par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire devra fournir tous justificatifs à cet effet.

22.3 Clause de ré-examen pour survenance de circonstances imprévisibles

Par référence à l’article 25 du CCAG – FCS, et à l’avis d’assemblée générale du CE en date du 15 septembre 2022, il est prévu qu’en cas de circonstance imprévue que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d’exécution du marché, les parties s’engagent à examiner de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Par circonstance imprévue, il est entendu notamment une crise sanitaire, ou une hausse imprévisible du coût des matières premières, dont la hausse ne serait pas prise en compte dans l’indice de révision applicable et qui dépasserait les limites ayant pu être raisonnablement envisagées par les parties lors de la conclusion du contrat.

Les parties conviennent, dans ce cas, de la négociation d’un avenant, précisant les modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

ARTICLE 23 - PÉNALITÉS ET SANCTIONS EN CAS DE MANQUEMENTS OU RETARDS DANS L’EXECUTION DES PRESTATIONS

Toute défaillance dans l’exécution du service, **dès lors qu’elle ne peut être justifiée par une faute imputable au CREPS**, et sauf cas de force majeure telle que définie par la jurisprudence des tribunaux français, est sanctionnée dès qu’elle est constatée,

Les pénalités sont appliquées immédiatement et de plein droit, sans mise en demeure préalable, selon les conditions définies ci-après, par le CREPS Provence-Alpes-Côte d’Azur, sur proposition du Responsable de chaque site, en cas de manquements et/ou retards suivants :

Manquement ou retard dans le domaine du SERVICE	Pénalité applicable
Retard dans l’entrée en fonctionnement du service (au self, le matin, midi ou soir)	100 (cent) €uros HT par heure de retard, toute heure entamée est dûe
En cas d’interruption générale des prestations	1 000 (mille) €uros HT par interruption, augmenté de 100 % de tous les autres frais nécessités pour le bon fonctionnement du

- (hors cas de force majeure telle que prévue par la jurisprudence des tribunaux)	service de restauration pour les usagers.
En cas d’absence de prestation expressément commandée et dans les délais par le CREPS (accueil-cafés, goûters, collations, buffet, apéritif, panier-repas, repas différés)	100 (cent) €uros HT par absence de production, applicable de plein droit immédiatement
En cas d’absence de tenue propre des agents dédiée au service, au self ou au Club France prestations annexes	100 (cent) €uros HT par manquement constaté, par salarié, applicable dès le deuxième manquement constaté
Manquement dans le domaine du nettoyage ou de l’entretien des locaux et des matériels mis à disposition	500 (cinq cents euros) HT par manquement constaté, applicable dès le deuxième manquement constaté
Manquement ou retard dans le domaine de la PRODUCTION et de la SECURITE ALIMENTAIRE	Pénalité applicable
- En cas de non - respect de l’obligation d’approvisionnement (estimation faite en valeur) en produits de qualité et issus de l’agriculture biologique conformément aux dispositions de la loi EGALIM (2019 – 938 du 30/10/2018)	5 000 (cinq mille euros) par infraction constatée
- En cas de non-conformité des prestations aux prescriptions du présent contrat, notamment en cas non-conformité constatée à l’issue des contrôles qualitatifs et quantitatifs ou encore pour la livraison de denrée dont la limite de consommation sera dépassée, ou en cas de non-respect des grammages du plat principal protéiné, ou en cas d’introduction de denrées figurant sur la liste des exclusions <i>CF l’annexe 1 du CCTP COMMUN</i>	1 000€ (mille euros) au premier manquement, 3 500 (trois mille cinq cents euros) pour le deuxième manquement et les suivants.
En cas de non-respect des règles en matière de sécurité alimentaire (traçabilité, non-respect des règles relatives à l’origine des denrées, etc.)	Application d’une pénalité de 2 000 (deux mille euros) par manquement constaté.
En cas de posture, actions ou gestes contraires aux règles élémentaire d’hygiènes et de sécurité alimentaire (cigarette dans le local cuisine, absence de port de charlotte ou bonnet, utilisation non conforme du matériel manifestement imputable au personnel du titulaire)	500 (cinq cents euros) € HT par manquement constaté, par salarié, applicable dès le premier constat.
Manquement ou retard dans le domaine de la COMMUNICATION DES DOCUMENTS NECESSAIRES AU SUIVI DU MARCHE	Pénalité applicable
En cas d’absence de communication des compte-rendus d’analyses microbiologiques, de traçabilité	500 (cinq cents euros) HT par manquement, applicable dans un délai de 8 (huit) jours après réclamation écrite par le CREPS

En cas d’absence de communication du bilan des indicateurs article 4-1-5 du CCTP Commun en cas de non – fourniture des informations et des indicateurs permettant d’en apprécier le respect, ou en cas de fourniture d’indicateurs incomplets ou insuffisamment pertinents	1 000 (mille euros) HT par manquement constaté, dans un délai de huit (8) jours après la réclamation écrite.
En cas d’absence de communication des éléments détaillés de la masse salariale d’une équipe d’un site dans un délai de huit (8) jours après la réception de la demande	500 (cinq cents euros) HT par manquement constaté, dans un délai de huit (8) jours après la demande écrite.
En cas d’absence de communication des éléments détaillés de la masse salariale d’une équipe dans le cadre de communication des données de reprise du personnel	500 (cinq cent euros) HT par manquement constaté, dans un délai de huit (8) jours après la demande écrite.

Cet article déroge à l’article 14 du CCAG F.C.S. pris par arrêté du 30 mars 2021

Le montant des pénalités arrêté par le CREPS Provence-Alpes-Côte d’Azur, est prélevé sur les factures à venir par réfaction de ces dernières.

De convention expresse, les pénalités stipulées ont uniquement un caractère moratoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable des prestations soumises à pénalité et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation de les exécuter.

L’application d’une pénalité ne porte pas préjudice au droit du CREPS Provence-Alpes-Côte d’Azur, de réclamer tous dommages et intérêts, et en cas de répétition des manquements de procéder de plein – droit et après une mise en demeure préalable à la résiliation du marché et sans que le ou les titulaires puissent prétendre à un versement d’indemnités de quelque nature que ce soit.

ARTICLE 24 - RÉILIATION DU MARCHÉ

Les stipulations du chapitre 7 du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

24.1 Résiliations de droit commun

Le CREPS Provence-Alpes-Côte d’Azur peut mettre fin à l’exécution des prestations faisant l’objet du marché avant l’achèvement de celle-ci,

- Soit à la demande du titulaire dans les conditions de l’article 40 du CCAG-FCS (difficultés particulières ; cas de force majeure),
- Soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l’article 41 du CCAG - FCS. La résiliation du marché pour faute du titulaire ne fait pas obstacle à l’exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre lui.
- Soit dans le déclenchement d’événements extérieurs au marché dans les conditions prévues à l’article 42 du CCAG-FCS, (décès ou incapacité civile du titulaire, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire...).

La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité

24.2 Résiliation pour faute du titulaire

La résiliation du marché s'effectue dans les cas et selon les modalités mentionnées au Chapitre 7 du CCAG-F.C.S.

Toutefois, par dérogation à l'article 41 du C.C.A.G-F.C.S, et au surplus des cas prévus par cet article, en cas de manquement par le titulaire à ses obligations au titre du marché, et faute pour le titulaire d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours suivant une mise en demeure, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation du marché en tout ou partie.

La résiliation est alors notifiée au titulaire et prend effet immédiat et de plein droit dès cette notification, sans qu'il soit nécessaire de n'effectuer aucune autre formalité judiciaire ou extra – judiciaire.

Le titulaire reconnaît expressément que le pouvoir adjudicateur sera en droit de prononcer la résiliation de tout ou partie du marché dans les conditions prévues précédemment, en cas de :

- En cas d'interruption générale des prestations (hors cas de force majeure telle que définie par la jurisprudence des tribunaux), d'une durée de plus de 2 (deux) semaines,
- En cas de manquements répétés du prestataire aux prescriptions du présent contrat, notamment en cas non-conformité constatée à l'issue des contrôles qualitatifs et quantitatifs ou encore pour la livraison de denrée dont la limite de consommation sera dépassée,
- En cas de manquements répétés aux règles en matière de sécurité alimentaire (traçabilité, non-respect des règles relatives à l'origine des denrées, etc.),
- En cas de non - respect de l'obligation d'approvisionnement en produits de qualité et produits issus de l'agriculture biologique (à hauteur de 50% en valeur, dont 20% de produits issus de l'agriculture biologique) conformément aux dispositions de la loi EGALIM (2019 – 938 du 30/10/2018) ou en cas de non – fourniture des informations et des indicateurs permettant d'en apprécier le respect, ou en cas de fourniture d'indicateurs incomplets ou insuffisamment pertinents. Le respect de cette obligation sera réalisé une fois par trimestre, sur chacun des sites.

24.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

Si le CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %, ainsi que la part des frais et d'investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait été pris en compte dans le montant des prestations payées.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143 – 3 et suivants du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R 2143 – 7 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 25 - DROIT ET LANGUE

Le présent CCAP est soumis au droit français.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 26 - REGLEMENT DES LITIGES

Règlement des litiges :

Le CREPS Provence-Alpes-Côte d’Azur et le titulaire s’efforceront de régler à l’amiable tout différend éventuel relatif à l’interprétation des stipulations du marché ou à l’exécution des prestations.

Tout différend sera traité selon les dispositions du CCAG F.C.S, dans un délai maximum de 3 (trois) mois.

Pendant toute la période durant laquelle le différend est constaté, les parties conviennent que la continuité des prestations l’emporte sur toute autre considération. En conséquence, le titulaire s’engage, sans préjudice de ses droits, à continuer à assurer ses prestations en dépit des difficultés rencontrées.

En cas de litige persistant, la juridiction administrative compétence sera celle établie dans le ressort du siège du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 27 - DÉROGATIONS AU CCAG

Les dérogations aux CCAG-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

Dérogation à l’article 14 du CCAG FCS (pénalités de retard : article 23 du présent CCAP).

Dérogation à l’article 41 du CCAG-FCS (résiliation pour faute du titulaire : article 24.2 du présent CCAP).

Ce doument doit être paraphé à chaque bas de page.

Lu et accepté, àle

Cachet et signature de la personne habilitée à représenter le candidat / Titulaire.